

Adieux au capitalisme : Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes, de Jérôme Baschet, Paris, La Découverte, 2014, 201 p.

Nicolas Gauvin

Volume 35, Number 2-3, 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1037032ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1037032ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gauvin, N. (2016). Review of [*Adieux au capitalisme : Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, de Jérôme Baschet, Paris, La Découverte, 2014, 201 p.] *Politique et Sociétés*, 35(2-3), 293–296. <https://doi.org/10.7202/1037032ar>

mière partie se concentre sur l'aspect théorique du temps en mobilisant des notions pertinentes. Rosa y définit les différents concepts nécessaires à une théorie critique de la modernité. S'appuyant entre autres sur les analyses de Max Weber, Georg Simmel et Reinhart Koselleck, il propose d'expliquer ce que représente l'accélération sociale. Elle se divise à son avis en trois composantes : l'accélération technique, l'accélération du changement social et l'accélération du rythme de vie. Sa deuxième partie se consacre à se positionner théoriquement par rapport à l'héritage critique des penseurs allemands, notamment de l'École de Frankfurt. Enfin, la dernière partie s'engage dans une critique plus générale de la sociologie et tente de démasquer les contradictions de notre époque que sont les normes sociales dissimulées de la temporalité ou encore les promesses de la modernité. Commençons par résumer les grandes lignes de la théorie du temps chez Rosa pour ensuite nous attarder sur les deux autres parties de l'ouvrage.

La dimension technique de l'accélération suppose l'apparition d'un nouveau « régime spatio-temporel » de la société (p. 19) dont témoignent la vitesse des transports, de la communication, et la révolution des biotechnologies. Puis, le changement social renvoie à une « compression du présent » (*Gegenwartsschrumpfung*) définie par « l'accélération des vitesses d'innovation culturelle et sociale » (p. 21). Enfin, l'accélération du rythme de vie renvoie à une « augmentation du nombre d'épisodes d'action ou d'expérience par unité de temps » (p. 25). Ce constat amène Rosa à poser la question de la décélération. Pourquoi accélération au lieu de décélération ? Si les « forces décéléatoires » existent dans la modernité, elles s'avèrent secondaires par rapport aux forces dominantes de la vitesse (p. 56). Cette vitesse, rappelle-t-il, opère comme une « force normative silencieuse » transformant notre « rapport au monde » (*Weltbezüge*) (p. 59). Dès lors que l'accélération sociale produit de nouvelles perceptions du temps et de l'espace, qu'il s'agit de s'orienter et se déplacer, cette évolution porte en elle le potentiel de « pathologies sociales » que

l'on reconnaît sans peine sous le signe de la souffrance sociale (p. 64). L'esquisse d'une théorie critique de la modernité désormais achevée, il s'agit pour Rosa de la confronter aux autres théories existantes. Il y soulève les ambiguïtés de la théorie de l'agir communicationnel de Jürgen Habermas et les conditions de la reconnaissance chez Axel Honneth.

La pensée que développe Rosa nous amène jusqu'au dernier chapitre où est soulevé tout l'enjeu du livre, à savoir l'aliénation (*Entfremdung*) comme condition de l'accélération sociale. Il demeure à tous points de vue le chapitre le plus intéressant qui ouvre la voie à une réflexion en profondeur sur la nature de notre temps et sur une critique éthique de ses formes. Le ton pessimiste que l'on retrouve à plusieurs endroits dans le livre est utilisé par l'auteur pour souligner avec force l'urgence d'agir. Il termine en soulignant que l'aliénation par rapport au monde et par rapport à soi mène à une distorsion des relations humaines (p. 135) et donc entraîne le monde dans un silence (p. 139). Philosophes comme sociologues verront dans *Aliénation et accélération* une riche synthèse des études sur le temps et sauront apprécier l'envergure intellectuelle de Hartmut Rosa. Toutefois, pour ceux qui désireraient approfondir la question, la lecture des autres textes de Rosa demeure fortement recommandée.

Guillaume Durou
doctorant en sociologie,
Université du Québec à Montréal
durou.guillaume@courrier.uqam.ca

Adieux au capitalisme: Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes, de Jérôme Baschet, Paris, La Découverte, 2014, 201 p.

Adieux au capitalisme: Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes est un ouvrage dans lequel Jérôme Baschet synthétise un argumentaire anticapitaliste tout en spéculant sur la forme d'une possible société post-capitaliste. Cet ouvrage opère ce que l'auteur appelle la critique du

principal moyen de production de la réalité, à savoir le capitalisme, tout en élaborant des univers alternatifs à partir d'une projection de la théorie dans la pratique. Dans l'introduction, Baschet indique que d'autres choix ont déjà commencé à apparaître. Il s'agit de « possibles » qui dépassent les simples aménagements au sein du capitalisme (social-démocratie par exemple) (p. 10).

Dans le premier chapitre, Baschet s'empresse de définir le caractère délétère du capitalisme (p. 19) ; il en retrace brièvement l'historique. Le capitalisme se constitue entre le milieu du dix-huitième siècle et les premières décennies du dix-neuvième siècle. À partir de cette époque, l'économie émerge comme une sphère d'activité autonome de la vie sociale. Elle a sa propre logique et impose sa propre représentation de l'humanité, dans laquelle l'humain est un être constamment à la recherche d'un gain. Le déploiement de ce système se fait à l'aide des institutions disciplinaires de l'État « et son idéologie de l'intérêt général » (p. 30). Avec l'arrivée du néolibéralisme durant les années 1970, le capitalisme resserre son emprise sur la société. L'État auparavant facilitait le déploiement du capitalisme à partir d'une logique intrinsèque. Son fonctionnement découle désormais d'une logique managériale et d'efficacité qui s'aligne parfaitement à celle du capitalisme. Les conduites sociales, quant à elles, s'ajustent de plus en plus à la logique de l'économie ; autrement dit, l'individu est invité à se concevoir comme une « petite entreprise » condamnée à fructifier son « employabilité » (p. 45). Selon Baschet, dans un tel contexte une recherche d'alternative s'impose. C'est ce qu'il va faire dans les chapitres subséquents.

Au chapitre 2, Baschet met en lumière l'importance qu'a « l'autonomie » dans l'avènement d'une société post-capitaliste. Pour lui, l'expérience zapatiste s'avère révélatrice. Le zapatisme est un mouvement indigéniste mexicain qu'il qualifie comme étant « l'une des plus profondes 'utopies réelles' actuellement déployées » (p. 54). Cet intérêt pour l'expérience zapatiste s'explique en partie par une forme d'autogouvernement

pratiquée par les zapatistes : les conseils de bon gouvernement (p. 60-61). Baschet s'appuie sur cette expérience pour démontrer que le dépassement du capitalisme implique un dépassement de l'État qui participe à la domination capitaliste, car celui-ci représente faussement les intérêts de la collectivité. Il amplifie la dichotomie entre gouvernants et gouvernés (p. 71). En tant que forme politique, l'autonomie atténuée cette distance en s'articulant à partir de la commune locale qui s'autogouverne selon une forme de démocratie participative (p. 77).

Le chapitre qui suit est consacré à la forme que pourrait prendre une société post-capitaliste. Baschet affirme que la base matérielle de celle-ci existe déjà. Cependant, il faut reconsidérer les exigences du régime de production. La production économique doit être assujettie « à la préservation de formes de vie collectivement choisies » (p. 96). Ce changement de régime de production, dont la visée est la libération de l'économie, doit passer par une « révolution du temps » (p. 97). Dans une société libérée de l'économie, le temps libre disponible n'est pas un simple reste, « il est l'essentiel » (p. 105). Au temps spécialisé et déterminé par les nécessités du travail de la société capitaliste, la société libérée de l'économie propose un temps disponible à tous dans lequel la patience et la lenteur sont des vertus cardinales (p. 107). Cette décompression du temps rend possible l'élaboration d'une subjectivité formatée par la coopération et non la compétition. Cet agir coopératif a pour principe l'accès égal de tous à la prise de décision collective et à la définition des tâches productives. Cette autonomie prend des formes diverses en fonction des collectifs et des particularités des lieux (p. 116).

C'est pour cela qu'il faut, selon Baschet, esquisser un nouvel universalisme, un universalisme qui remet en question la figure occidentale de l'être humain qui est imprégné par l'individualisme. Cette nouvelle figure de l'humanité devra également prendre en compte les rapports humains/environnement (p. 121). À cet égard, le concept du *bien vivre* que transportent les luttes indigènes d'Amérique latine semble

être prometteur : le *bien vivre* suppose une représentation de l'humanité qui est plus harmonieuse avec l'environnement et beaucoup plus soucieuse du collectif : elle récuse l'individualisme compétitif et l'instrumentalisation de la nature que suppose le capitalisme (p. 126). Pour l'auteur, cela indique que la lutte pour le bien commun dépasse le simple cadre occidental, comme l'atteste l'histoire des peuples du monde qui est « saturée de luttes et de révoltes » (p. 130). Ce point commun rend possible une inter-culturalité des luttes. L'inter-culturalité met en lumière la nature sociale de l'être humain à travers un nombre infini de variables historiques et culturelles (p. 146). Elle remet ainsi en question la dualité entre individu et société que transporte la représentation occidentale de l'homme que l'on retrouve au sein du capitalisme. Elle reconsidère également la séparation de l'homme et de la nature qui n'a rien d'universel et qui est proprement occidentale (p. 146-147).

Baschet constate par la suite que deux scénarios d'émancipation se sont jusqu'alors affrontés. Dans un premier temps, il y a le scénario révolutionnaire classique, qui suppose que la révolution dépend de conditions collectives appropriées. Il y a dans un deuxième temps le scénario du devenir révolutionnaire déjà-là. Ce processus révolutionnaire serait déjà en marche : il se manifesterait entre autres par des choix individuels ou micro-collectifs alternatifs. Toutefois, il acquiesce au fait « que la dynamique révolutionnaire commence ici et maintenant » (p. 157). Elle commence au niveau individuel, avec les amis et la famille, et se transpose peu à peu aux organisations « plus amples ». Sa visée première est l'élaboration de pratiques qui « desserrent l'étau des logiques marchandes » (p. 159). Cela implique une réappropriation des capacités productives qui se concrétise par un détachement progressif du travail et de la consommation marchande (autoproduction alimentaire, échange de services entre voisins, bénévolat de quartier, etc.) (p. 161-162). Ce dépassement du capitalisme doit également s'appuyer sur les limites environnementales de la terre et sur les difficultés

croissantes que celui-ci éprouve à surmonter ces contradictions (p. 178). Baschet conclut en affirmant qu'il croit avoir mis en évidence des possibles qui indiquent des « chemins inédits » et des potentiels dignes « pour les humains et les non-humains » (p. 186).

Adieux au capitalisme: Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes synthétise un argumentaire anti-capitaliste intéressant, accessible et surtout original. Le premier et le troisième chapitre élaborent une critique du capitalisme qui sort des sentiers battus en mettant l'accent sur le type de subjectivité que le capitalisme engendre : c'est-à-dire une vision strictement utilitaire des rapports humains et entre humains/environnement. On ne peut pas en dire autant du deuxième chapitre qui apparaît un peu limité du point de vue théorique. Baschet élabore une critique de l'État maintes fois entendue : l'État est un fondement de la domination capitaliste parce qu'il représente faussement les intérêts de la collectivité, car celui-ci repose sur une dichotomie entre gouvernants et gouvernés. D'un point de vue théorique, le chapitre portant sur l'inter-culturalité des luttes propose sans aucun doute l'aspect le plus important et le plus intéressant du livre. Baschet y souligne pertinemment que la critique du capitalisme doit découler d'échanges entre les critiques occidentales et non occidentales. Cela implique un dépassement d'une figure faussement universelle de l'humanité : celle de l'Occident. Il a raison de souligner la contribution des mouvements indigénistes. Ils élaborent une critique du capitalisme à partir de concepts originaux (et qui ne proviennent pas de la pensée occidentale). Baschet rappelle ainsi que la lutte contre le capitalisme s'incarne toujours de manière particulière selon les cultures et les contextes collectifs ; elle ne saurait ainsi se réduire à une pure abstraction. Ce rappel est sans aucun doute la contribution la plus importante de l'ouvrage. Bref, l'effort que Jérôme Baschet emploie à dégager des éventuels « possibles » est honorable, malgré que, parfois, ces « possibles » restent un peu flous. L'ouvrage se lit très bien, il est facile d'accès et il s'agit probablement de sa plus

grande qualité: le souci de vulgarisation y est omniprésent. Ce livre finalement diffuse des idées alternatives à travers un important effort de synthèse et de projection théorique et cet effort ne peut qu'être salué.

Nicolas Gauvin
École d'études politiques,
Université d'Ottawa
 ngauv011@uottawa.ca

Comment exister encore? Capital, techno-science et domination, de Louis Marion, Montréal, Les éditions écosociété, coll. « Théorie » 2015, 163 p.

Dans notre univers politique où l'environnement ne semble être compris qu'en termes de rentabilité et de profitabilité par ceux qui nous dirigent, Louis Marion livre une synthèse de ses travaux portant sur la décroissance. Comment exister encore? Voilà la question qui anime les réflexions du philosophe tout au long de cet ouvrage de théorie politique. En 2011, il codirigeait avec Yves-Marie Abraham et Hervé Philipe un livre important intitulé *Décroissance versus développement durable* (aussi chez Écosociété); depuis, il a écrit plusieurs articles portant sur les thèmes de l'environnement, du capitalisme et de la techno-science. *Comment exister encore?*, dédié « aux non-solvables, aux pauvres et aux sans-pouvoirs de négo » (p. 7), « se présente sous la forme d'une introduction aux valeurs écosociales et entend procéder à une description critique des obstacles politique, économique et technique à l'émancipation sociale et écologique » (p. 17).

Plus qu'un ouvrage théorique portant sur la nécessité d'adopter les postulats de la décroissance, le livre de Marion dévoile les idées d'un auteur peu connu au Québec, soit Günther Anders. Plutôt que de présenter des études empiriques portant sur la dévastation de notre biosphère, l'auteur tente de saisir à la racine la logique qui anime la destruction de la planète et de tout ce qui y vit. Il établit une liste de cinq grands coupables de cette crise. Le premier, et le plus déterminant, est le capitalisme avec sa logique

d'abstraction de la valeur. Le deuxième, l'idéologie, va de pair avec le capitalisme, le libéralisme. Le troisième est la perversion du langage, la réappropriation et le détournement du sens des mots par ceux qui nous dominent. Le quatrième est l'illusion du progrès de la technique comme possibilité d'éliminer la résistance du monde à la vie. Enfin, le cinquième est la critique des fondements de la technique et de son appareil, soit la mégamachine. Après une présentation systématique de ces ennemis de la vie, Marion propose un manifeste politique où il est question d'orienter la critique théorique faite dans les premiers chapitres vers une action politique cohérente. En guise de conclusion, il présente une ébauche de réflexion portant sur l'édiction et le milieu universitaire.

Le capitalisme, ce premier coupable, est le concept politique, économique et philosophique le plus traité de l'ouvrage. L'auteur en discute d'ailleurs dès le début et prend l'espace nécessaire pour construire une définition théorique du capitalisme. C'est avec une lecture savante de Moishe Postone et de Guy Debord que Marion entreprend une interprétation des thèses de Karl Marx sur le capitalisme. Le prisme de la théorie de la valeur le conduit à définir le capitalisme d'abord comme « un mode de production qui réduit le travail à une marchandise » (p. 22). Il explique que le capitalisme est le premier mode de production économique à avoir généralisé le travail salarié et que celui-ci est objectivement la dépossession de notre force essentielle dans le but d'en faire une marchandise. Le capitalisme n'a pas comme objectif de produire des marchandises ayant une valeur d'usage, mais, bien au contraire, des marchandises ayant une valeur d'échange. De cette logique découle la non-importance de ce qui est produit. Les conséquences écologiques de ce changement sont que la marchandise produite a comme *a priori* sa rentabilité et la destruction de l'environnement n'a aucune incidence dans le choix de sa production. Par ailleurs, l'abstraction du travail salarié a de graves conséquences éthiques. Celles-ci sont reflétées par l'absence de res-